

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1979 Nr. 155

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en
de Republiek Senegal betreffende samenwerking bij de
uitbreiding van landbouwarealen van dorpen;
Dakar, 3 augustus 1979*

B. TEKST

**Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République du
Sénégal relative à la coopération concernant l'extension des
périmètres villageois**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, et
le Gouvernement de la République du Sénégal
(dénommés ci-après „les Parties contractantes”),
Désireux de renforcer les liens d'amitié qui unissent leurs peuples
et d'étendre en général les bonnes relations entre leurs pays,
Sont convenus de ce qui suit.

Article 1

Buts et durée de la coopération

1. Les Parties contractantes s'engagent à coopérer dans le cadre d'un projet d'extension des périmètres villageois dans le Département de Podor (dénommé ci-après „le Projet”).
2. Les buts généraux de ce Projet sont les suivants:
 - a. augmentation de la production vivrière;
 - b. formation dans le domaine de l'irrigation et du drainage;
 - c. réduction de l'exode rural.
3. Les buts seront réalisés par les activités suivantes:
 - a. élaboration et encadrement de petits projets d'irrigation dans l'île Morphil;

- b. formation de cadre sénégalais;
 - c. instructions aux paysans.
4. La coopération entre les Parties contractantes est prévue pour une durée de 43 (quarante trois) mois.

Article 2

Contribution de chaque Partie contractante

1. Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage:

- à fournir le personnel nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le Projet;
- à fournir le matériel, y compris les véhicules nécessaires à l'exécution du Projet, et à payer les frais de transport, d'assurance, d'entretien et d'utilisation.

La valeur de la contribution néerlandaise ne dépassera pas la somme de 4 (quatre) millions de florins.

2. Le Gouvernement du Sénégal s'engage:

- à faciliter le recrutement du personnel sénégalais nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le Projet;
- à fournir les terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution du Projet;
- à construire les canaux principaux et secondaires et les ouvrages nécessaires;
- à fournir le matériel prévu dans le Plan d'Action;
- à prendre en général toutes les mesures favorables à l'exécution du Projet.

La valeur de la contribution sénégalaise ne dépassera pas la somme de quarante et un million de francs CFA (41.000.000 F CFA)¹⁾.

Article 3

Mesures à prendre par le Gouvernement du Sénégal en faveur du personnel néerlandais

1. Dans le cadre de ce Projet, le Gouvernement du Sénégal:

- a. exemptera toutes les rémunérations versées par le Gouvernement néerlandais au personnel mis à disposition par le Gouvernement néerlandais (appelé ci-après „le personnel”) de tout impôt et autres charges fiscales;
- b. exemptera le personnel des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels neufs ou usagés ainsi que sur

¹⁾ De afkorting CFA staat voor Communauté Financière Africaine. Bij deze instelling zijn aangesloten: Opper-Volta, Togo, Benin, Niger, Ivoorkust, Senegal, Mauritanië, Gabon en Kameroen.

l'équipement professionnel, importés au Sénégal dans les six mois suivant leur arrivée ou celle des membres de leur famille, à condition que ces biens soient réexportés du Sénégal au moment du départ ou dans le délai convenu avec le Gouvernement du Sénégal;

c. prendra des mesures pour l'exonération des droits d'importation d'un véhicule automobile dans les six mois suivant la première arrivée au Sénégal, étant entendu qu'en cas de vente d'un tel véhicule à une personne ne bénéficiant pas des mêmes privilèges, il sera soumis au paiement d'un droit d'importation approprié basé sur la valeur estimée du véhicule au moment de sa vente;

d. exemptera le personnel ou les membres de leur famille des obligations de service national;

e. prendra des mesures en vue de la délivrance, à titre gratuit de visas d'entrée et de permis de travail au Personnel qui est ou sera employé par le Gouvernement néerlandais pour exécuter ce Projet;

f. délivrera au personnel des documents d'identité leur garantissant, dans l'exécution de leurs tâches, le plein appui des autorités sénégalaises;

g. accordera au personnel, pour toutes rémunérations versées par les autorités néerlandaises, les facilités de change les plus favorables, notamment des comptes externes;

h. offrira au personnel et à leurs familles des facilités de rapatriement en période de crise nationale ou internationale.

2. a. Le Gouvernement du Sénégal dégagera le Gouvernement des Pays-Bas et les experts, conseillers, agents ou employés mis à disposition par le Gouvernement néerlandais de toute responsabilité civile extracontractuelle découlant de tout acte ou omission d'une ou plusieurs des dites personnes au cours des opérations régies par ou entreprises en vertu de la présente Convention et entraînant la mort ou des lésions corporelles d'un tiers ou des dommages à des biens d'un tiers – dans la mesure où ces cas ne sont pas couverts par une assurance – et s'abstiendra de présenter toute revendication ou action en responsabilité extracontractuelle, à moins que cette responsabilité ne découle d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave d'une ou plusieurs des dites personnes.

b. Si le Gouvernement du Sénégal dégage le Gouvernement des Pays-Bas ou une ou plusieurs des dites personnes de toute revendication ou action en responsabilité civile extracontractuelle, conformément au paragraphe 2 (a) du présent Article, le Gouvernement du Sénégal sera habilité à exercer tous les droits que le Gouvernement néerlandais ou les dites personnes auraient pu faire valoir.

c. A la demande du Gouvernement du Sénégal le Gouvernement des Pays-Bas fournira aux autorités compétentes du Sénégal l'assis-

tance administrative ou juridique requise pour parvenir à la solution satisfaisante de tout problème pouvant découler de l'application des paragraphes 2 (a) et 2 (b) du présent Article.

Article 4

Mesures à prendre par le Gouvernement du Sénégal pour l'équipement néerlandais

Le Gouvernement du Sénégal exemptera de tout droit d'importation et d'exportation et autres charges fiscales l'équipement (y compris les véhicules automobiles) et autres biens fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet.

Article 5

Statut du personnel néerlandais

1. Les autorités néerlandaises désigneront un chef d'équipe qui sera responsable, à l'égard des autorités néerlandaises, de l'assistance néerlandaise au Projet.

2. Pour l'exécution des activités dans le cadre du Projet, le chef d'équipe procédera régulièrement à des consultations avec le Gouvernement du Sénégal ou avec les autorités désignées par ce Gouvernement et se conformera aux instructions opérationnelles données par ce Gouvernement ou par les autorités compétentes dans la mesure où elles sont compatibles avec les buts du Projet.

3. Le Gouvernement du Sénégal fournira au personnel néerlandais toute information que ce dernier considère indispensable à l'exécution efficace des activités du Projet.

4. Le Gouvernement du Sénégal peut demander au Gouvernement néerlandais de rappeler un ou plusieurs membres du personnel néerlandais si la conduite professionnelle ou personnelle de la personne ou des personnes concernée(s) justifie une telle mesure.

Article 6

Equipement néerlandais

Tous les équipements et matériels fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet seront transférés au Gouvernement du Sénégal à la fin de la coopération.

Article 7

Autorités compétentes et autorités exécutives

1. L'autorité compétente néerlandaise est le ministre pour la Coopération au Développement.

Les autorités compétentes sénégalaises sont le ministre du Plan et de la Coopération et le ministre du Développement rural.

2. Chaque autorité compétente a le droit de déléguer, en tout ou en partie, les responsabilités dans le cadre de ce Projet.

3. L'autorité compétente néerlandaise désignera la direction de l'Assistance technique internationale du ministère néerlandais des Affaires étrangères comme autorité exécutive néerlandaise.

Les autorités compétentes sénégalaises désigneront la Société d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta comme autorité exécutive sénégalaise.

Article 8

Plan d'Action

1. Les autorités compétentes des Parties contractantes établiront un Plan d'Action indiquant en détail la contribution de chaque Partie, les tâches des experts, la description de leur travail, la durée de leur détachement et la description de l'équipement et du matériel devant être mis à disposition.

Le Plan d'Action comprendra un budget détaillé de la contribution de chaque Partie, un Programme de Priorité, un calendrier des activités et des listes de l'équipement et du matériel devant être fourni par chaque Partie.

2. Le Plan d'Action peut être modifié d'un commun accord entre les autorités exécutives.

Article 9

Rapports

Le chef d'équipe et son homologue sénégalais soumettront aux deux autorités exécutives un rapport trimestriel en langue française sur l'avancement des travaux dans le cadre du Projet.

A la fin du Projet, ils soumettront à toutes les parties concernées un rapport final en langue française sur tous les aspects des travaux effectués dans le cadre du Projet.

Article 10

Evaluation

Six mois après le début du Projet, les autorités compétentes procéderont à l'évaluation.

Article 11

Différends

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention sera réglé par voie diplomatique.

Article 12

Dispositions finales

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les constitutions des deux pays, avec effet rétroactif à partir du premier juin 1977.

2. La présente Convention demeurera en vigueur pour une période de 43 (quarante trois) mois.

Chaque Gouvernement aura toutefois le droit de dénoncer la Convention à tout moment, avec un préavis de trois mois.

3. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Dakar, le 3 août 1979 en deux exemplaires en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas*

(s.) E. E. S. DE JONGH

Emeric Eitel Sydney de Jongh
Ambassadeur du Royaume
des Pays-Bas

*Pour le Gouvernement de la
République du Sénégal*

(s.) O. SECK

Ousmane Seck
Ministre des Finances et
des Affaires économiques

C. VERTALING

**Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Republiek Senegal betreffende samenwerking bij de uitbreiding
van landbouwarealen van dorpen**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en

De Regering van de Republiek Senegal

(hierna te noemen „de Overeenkomstsluitende Partijen”),

Verlangend de vriendschapsbanden die hun volken verenigen aan te halen en in het algemeen de goede betrekkingen tussen hun landen uit te breiden,

Zijn overeengekomen als volgt.

Artikel 1

Doelstellingen en duur van de samenwerking

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe samen te werken in het kader van een project tot uitbreiding van landbouw-arealen van dorpen in de provincie Podor (hierna te noemen „het Project”).
2. De algemene doelstellingen van dit Project zijn de volgende:
 - a. verhoging van de voedselproductie;
 - b. opleiding op het gebied van irrigatie en drainage;
 - c. vermindering van de trek uit de dorpen.
3. De doelstellingen zullen worden verwezenlijkt door de volgende activiteiten:
 - a. het opzetten en begeleiden van kleine irrigatieschema's op het eiland Morphil;
 - b. opleiding van Senegalees kader;
 - c. instructie van boeren.
4. De duur van de samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen is bepaald op 43 (drieënveertig) maanden.

Artikel 2

Bijdrage van iedere Overeenkomstsluitende Partij

1. De Nederlandse Regering verbindt zich ertoe:
 - het personeel beschikbaar te stellen nodig voor de uitvoering van de werkzaamheden bedoeld in het Project;
 - het voor de uitvoering van het Project benodigde materiaal, met inbegrip van de voertuigen, te verschaffen en de kosten van vervoer, verzekering, onderhoud en gebruik te betalen.

De waarde van de Nederlandse bijdrage zal het bedrag van 4 (vier) miljoen gulden niet overschrijden.
2. De Regering van Senegal verbindt zich ertoe:
 - de aanwerving te vergemakkelijken van Senegalees personeel nodig voor de uitvoering van de werkzaamheden bedoeld in het Project;
 - de benodigde terreinen en gebouwen beschikbaar te stellen voor de uitvoering van het Project;
 - de hoofd- en zijkanalen en de benodigde kunstwerken aan te leggen;
 - het materiaal bedoeld in het Werkplan te verschaffen;
 - in het algemeen alle maatregelen te nemen waardoor de uitvoering van het Project wordt bevorderd.

De waarde van de Senegalese bijdrage zal het bedrag van eenenveertig miljoen francs (41.000.000 francs CFA) ¹⁾ niet overschrijden.

¹⁾ Vgl. noot 1) op blz. 2 van dit Tractatenblad.

Artikel 3

Maatregelen te nemen door de Regering van Senegal ten behoeve van het Nederlandse personeel

1. In het kader van dit Project zal de Regering van Senegal:

a. de vergoedingen die door de Nederlandse Regering worden betaald aan het personeel dat door de Nederlandse Regering ter beschikking wordt gesteld (hierna te noemen „het personeel”), vrijstellen van alle belastingen en andere fiscale heffingen;

b. het personeel vrijstellen van invoer- en douanerechten op nieuw of gebruikt huisraad en nieuwe of gebruikte persoonlijke bezittingen alsmede op de beroepsuitrusting in Senegal ingevoerd binnen zes maanden na hun aankomst of de aankomst van hun gezinsleden, mits deze goederen weer uit Senegal worden uitgevoerd bij het vertrek of binnen een met de Regering van Senegal overeen te komen termijn;

c. maatregelen nemen voor de vrijstelling van invoerrechten op een motorvoertuig in de zes maanden volgend op de eerste aankomst in Senegal, met dien verstande dat in geval van verkoop van zulk een voertuig aan een persoon die niet dezelfde voorrechten geniet, dit voertuig onderworpen zal worden aan de betaling van een passend invoerrecht gebaseerd op de geschatte waarde ervan op het tijdstip van de verkoop;

d. het personeel of hun gezinsleden vrijstellen van nationale dienstplicht;

e. maatregelen treffen om kosteloos inreisvisa en werkvergunningen te verschaffen aan het personeel dat wordt of zal worden aangesteld door de Nederlandse Regering ten behoeve van de uitvoering van dit Project;

f. het personeel identiteitspapieren verschaffen die het, bij het uitoefenen van zijn taken, de volledige steun waarborgen van de Senegalese autoriteiten;

g. het personeel voor alle door de Nederlandse autoriteiten betaalde vergoedingen de gunstigste voorwaarden verlenen voor het wisselen van geld, te weten rekeningen voor niet-ingezetenen;

h. het personeel en de gezinnen daarvan repatriëringsfaciliteiten bieden in tijden van nationale of internationale crisis.

2. a. De Regering van Senegal vrijwaart de Nederlandse Regering en de deskundigen, adviseurs, agenten of werknemers die door de Nederlandse Regering ter beschikking worden gesteld, tegen elke niet-contractuele wettelijke aansprakelijkheid die voortvloeit uit enige handeling of nalatigheid van één of meer van de genoemde personen tijdens de uitoefening van werkzaamheden geregeld door of onderzocht krachtens deze Overeenkomst, die de dood of lichamelijk letsel

van een derde of schade aan goederen van een derde ten gevolge hebben – voor zover deze gevallen niet zijn gedekt door een verzekering – en doet afstand van elke eis tot schadevergoeding en van elke rechtsvordering ter zake van niet-contractuele aansprakelijkheid, tenzij deze aansprakelijkheid het gevolg is van opzet of grove nalatigheid van de zijde van één of meer van de genoemde personen.

b. Ingeval de Regering van Senegal de Nederlandse Regering of één of meer van de genoemde personen vrijwaart tegen elke eis tot schadevergoeding en elke rechtsvordering ter zake van niet-contractuele wettelijke aansprakelijkheid, overeenkomstig het tweede lid, letter (a) van dit artikel, is de Regering van Senegal gerechtigd alle rechten uit te oefenen die de Nederlandse Regering of de genoemde personen zouden kunnen doen gelden.

c. Op verzoek van de Regering van Senegal verleent de Nederlandse Regering aan de bevoegde autoriteiten van Senegal de vereiste administratieve hulp of rechtshulp, ten einde te komen tot een goede regeling van ieder probleem dat kan voortvloeien uit de toepassing van het bepaalde in het tweede lid, letters (a) en (b) van dit artikel.

Artikel 4

Maatregelen te nemen door de Regering van Senegal ten behoeve van de Nederlandse uitrusting

De Regering van Senegal stelt de door de Nederlandse Regering in het kader van het Project verschaftte uitrusting (met inbegrip van motorvoertuigen) en andere goederen vrij van alle in- en uitvoerrechten en andere fiscale heffingen.

Artikel 5

Rechtspositie van het Nederlandse personeel

1. De Nederlandse autoriteiten wijzen een teamleider aan, die aan de Nederlandse autoriteiten verantwoording verschuldigd is voor de Nederlandse bijstand aan het Project.

2. Voor de uitvoering van de werkzaamheden in het kader van het Project overlegt de teamleider regelmatig met de Regering van Senegal of met de door die Regering aangewezen autoriteiten en houdt zich aan de door de Regering of door de bevoegde autoriteiten gegeven operationele instructies, voor zover deze te verenigen zijn met de doelstellingen van het Project.

3. De Regering van Senegal verstrekt het Nederlandse personeel alle inlichtingen die dit personeel noodzakelijk acht voor de doeltreffende uitvoering van de werkzaamheden van het Project.

4. De Regering van Senegal kan de Nederlandse Regering verzoeken één of meer leden van het Nederlandse personeel terug te roepen

indien het gedrag bij de beroepsuitoefening of het persoonlijk gedrag van de betrokken persoon of personen een zodanige maatregel rechtvaardigt.

Artikel 6

Nederlandse uitrusting

De gehele uitrusting en alle materialen die door de Nederlandse Regering worden verschaft in het kader van het Project, worden aan het einde van de samenwerking overgedragen aan de Regering van Senegal.

Artikel 7

Bevoegde en uitvoerende autoriteiten

1. De bevoegde Nederlandse autoriteit is de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking.

De bevoegde Senegalese autoriteiten zijn le Ministre du Plan et de la Coopération et le Ministre du Développement Rural (de Minister van Planning en Samenwerking en de Minister van Plattelandsontwikkeling).

2. Iedere bevoegde autoriteit heeft het recht de verantwoordelijkheden in het kader van dit Project geheel of gedeeltelijk over te dragen.

3. De bevoegde Nederlandse autoriteit wijst de Directie Internationale Technische Hulp van het Nederlandse Ministerie van Buitenlandse Zaken aan als de Nederlandse uitvoerende autoriteit.

De bevoegde Senegalese autoriteiten wijzen la Société d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta (de Maatschappij voor de Inrichting en Exploitatie van de Deltagronden) aan als de Senegalese uitvoerende autoriteit.

Artikel 8

Werkplan

1. De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen stellen een Werkplan op waarin nauwkeurig zijn aangegeven de bijdrage van iedere Partij, de taken van de deskundigen, de omschrijving van hun werkzaamheden, de duur van hun uitzending en de omschrijving van de uitrusting en de materialen die ten behoeve van het Project beschikbaar moeten worden gesteld.

Het Werkplan omvat een uitvoerige begroting van de bijdrage van iedere Partij, een prioriteitenprogramma, een tijdschema en lijsten met de uitrusting en de materialen die door iedere Partij beschikbaar moeten worden gesteld.

2. Het Werkplan kan worden gewijzigd in overleg tussen de uitvoerende autoriteiten.

Artikel 9

Verslaglegging

De teamleider en zijn Senegalese lokale medewerker leggen ieder kwartaal aan beide uitvoerende autoriteiten een in het Frans gesteld verslag voor over de voortgang van de werkzaamheden in het kader van het Project.

Aan het einde van het Project leggen zij aan alle betrokken partijen een in het Frans gesteld eindverslag voor over alle aspecten van de werkzaamheden die zijn uitgevoerd in het kader van het Project.

Artikel 10

Evaluatie

Zes maanden na de aanvang van het Project verrichten de bevoegde autoriteiten een evaluatie.

Artikel 11

Geschillen

Ieder geschil met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van deze Overeenkomst wordt langs diplomatieke weg geregeld.

Artikel 12

Slotbepalingen

1. Deze Overeenkomst treedt, met terugwerkende kracht vanaf 1 juni 1977, in werking op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de door de grondwetten van beide landen vereiste procedures is voldaan.

2. Deze Overeenkomst blijft van kracht voor een periode van 43 (drieënveertig) maanden.

Iedere Regering heeft evenwel het recht de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen met een opzegtermijn van drie maanden.

3. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst slechts van toepassing op het Rijk in Europa.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Dakar, op 3 augustus 1979 in twee exemplaren in de Franse taal.

*Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden*
(w.g.) E. E. S. DE JONGH
Emeric Eitel Sydney de Jongh
Ambassadeur van het
Koninkrijk der Nederlanden

*Voor de Regering van de
Republiek Senegal*
(w.g.) O. SECK
Ousmane Seck
Minister van Financiën en van
Economische Zaken

D. PARLEMENT

Overeenkomst en notawisseling (vide voor notawisseling rubriek J hieronder) behoeven ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 12, eerste lid, van de Overeenkomst, met terugwerkende kracht vanaf 1 juni 1977, in werking treden op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat in beide Staten aan de constitutioneel vereiste procedures is voldaan.

De in de nota's vervatte overeenkomst, waarvan de tekst in rubriek J hieronder is afgedrukt, zal ingevolge het terzake in de nota's gestelde op dezelfde datum als de Overeenkomst in werking treden met terugwerkende kracht vanaf 1 juni 1977.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel 12, derde lid, alleen voor Nederland gelden. De in de nota's vervatte overeenkomst zal eveneens alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Ter aanvulling van de onderhavige Overeenkomst heeft op 3 en 31 augustus 1979 te Dakar een notawisseling plaatsgevonden waarvan de tekst als volgt luidt:

Nr. I

3079

Dakar le 3 août 1979

L'Ambassade Royale des Pays-Bas présente ses compliments au Ministère des Affaires Étrangères de la République du Sénégal et, se référant à la signature ce jour de la Convention relative à la coopération concernant l'extension des périmètres villageois, a l'honneur de lui soumettre, au nom du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, les dispositions complémentaires ci-après applicables au personnel néerlandais qui est ou sera mis à la disposition du Sénégal dans le cadre de la Convention:

„Le Gouvernement du Sénégal accordera au personnel néerlandais l'immunité de poursuites judiciaires en ce qui concerne toute parole dite ou écrite et en ce qui concerne tout acte exécuté par ce personnel dans l'exercice de ses fonctions”.

Si le Gouvernement de la République du Sénégal peut accepter cette proposition, l'Ambassade propose que la présente Note et la

réponse affirmative du Ministère soient considérées comme constituant un Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République du Sénégal, qui entrera en vigueur le même jour que la Convention précitée, avec effet rétro-actif à partir du premier juin 1977, et expirera en même temps que la Convention.

L'Ambassade Royale des Pays-Bas remercie à l'avance le Ministère des Affaires Étrangères de la République du Sénégal et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

*Ministère des Affaires Etrangères
de la République du Sénégal
Dakar*

Nr. II

No. 11597

Dakar, le 31 août 1979

Le Ministère des Affaires Étrangères de la République du Sénégal présente ses compliments à l'Ambassade Royale des Pays-Bas à Dakar et, se référant à la note verbale No 3079 du 3 août 1979 concernant la Convention relative à l'extension des périmètres villageois du département de Podor signée le 3 août 1979 à Dakar, a l'honneur de lui confirmer l'accord du Gouvernement de la République du Sénégal sur la disposition complémentaire ci-après, applicable au personnel néerlandais et faisant partie intégrante de ladite Convention:

„Le Gouvernement de la République du Sénégal accordera au personnel néerlandais l'immunité de poursuites judiciaires en ce qui concerne tout dit ou écrit et en ce qui concerne tout acte exécuté par ce personnel dans l'exercice de ses fonctions”.

Le Ministère des Affaires Étrangères de la République du Sénégal remercie l'Ambassade Royale des Pays-Bas à Dakar de son aimable entremise et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

*Ambassade Royale des Pays-Bas
Dakar*

De vertaling van de nota's luidt als volgt:

Nr. I

3079

Dakar, 3 augustus 1979

De Ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden biedt het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Senegal haar complimenten aan en heeft de eer, met verwijzing naar de onder-tekening heden van de Overeenkomst betreffende samenwerking bij de uitbreiding van landbouwwarealen van dorpen, het Ministerie namens de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden de volgende aanvullende bepaling voor te leggen, van toepassing op het Nederlandse personeel dat ter beschikking van Senegal is of zal worden gesteld in het kader van de Overeenkomst:

„De Regering van Senegal verleent het Nederlandse personeel vrijwaring van strafvervolgning voor ieder gesproken of geschreven woord en voor iedere daad, begaan door dit personeel bij de uitoefening van zijn taak”.

Indien dit voorstel voor de Regering van de Republiek Senegal aanvaardbaar is, stelt de Ambassade voor, deze nota en het bevestigende antwoord van het Ministerie te beschouwen als een overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Senegal, welke overeenkomst in werking zal treden op dezelfde dag als bovengenoemde Overeenkomst, en wel met terugwerkende kracht vanaf 1 juni 1977, en zal aflopen terzelfdertijd als de Overeenkomst.

De Ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden zegt het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Senegal bij voorbaat dank en maakt van deze gelegenheid gebruik het Ministerie de verzekering van haar bijzondere hoogachting te hernieuwen.

*Aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken
van de Republiek Senegal
Dakar.*

Nr. II

No. 11597

Dakar, 31 augustus 1979

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Senegal biedt de Ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden te Dakar

zijn complimenten aan en heeft de eer, onder verwijzing naar haar nota van 3 augustus 1979, nr. 3079, inzake de Overeenkomst betreffende de uitbreiding van landbouwarealen van dorpen in de provincie Podor, ondertekend op 3 augustus 1979 te Dakar, te bevestigen dat de Regering van de Republiek Senegal instemt met de volgende aanvullende bepaling, van toepassing op het Nederlandse personeel en een integrerend bestanddeel vormend van die Overeenkomst:

„De Regering van de Republiek Senegal verleent het Nederlandse personeel vrijwaring van strafvervolgning voor ieder gesproken of geschreven woord en voor iedere daad, begaan door dit personeel bij de uitoefening van zijn taak”.

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Senegal dankt de Ambassade van het Koninkrijk der Nederlanden voor haar tussenkomst en maakt van deze gelegenheid gebruik de Ambassade de verzekering van zijn bijzondere hoogachting te hernieuwen.

*Aan de Ambassade van het
Koninkrijk der Nederlanden,
Dakar.*

Uitgegeven de zevende november 1979.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW